



CHAPITRE 102

Loi concernant la ville de Charlesbourg

[Sanctionnée le 31 janvier 1957]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Charlesbourg a, par sa pétition, représenté qu'elle est régie par la Loi des cités et villes, ayant été érigée en ville par lettres patentes émises sous le grand sceau de la province, en date du 20 octobre 1949, et qu'il est dans l'intérêt de la ville et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que de plus amples pouvoirs lui soient accordés pour faire face au développement rapide de la municipalité;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 124,
am. pour
la ville.

1. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Charlesbourg, en remplaçant le premier alinéa de l'article 124, par le suivant:

Cens
d'éligibilité.

"124. Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin, ni être élu à cette charge, à moins que, durant les douze mois précédant immédiatement la mise en nomination, il n'ait possédé dans la municipalité et ne possède encore, à la date de la mise en nomination et à celle de l'élection à titre de propriétaire, en son propre nom, des biens-fonds d'une valeur inscrite au rôle d'évaluation en vigueur à la date de la présentation, d'au moins mille cinq cents dollars

CHAPTER 102

An Act respecting the town of Charlesbourg

[Assented to, the 31st of January, 1957]

Preamble.

WHEREAS the town of Charlesbourg has, by its petition, represented that it is governed by the Cities and Towns Act, having been erected as a town by letters patent issued under the Great Seal of the Province, dated 20th of October, 1949, and that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs, that it be granted wider powers so in order to cope with the rapid growth of the municipality;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Charlesbourg, by replacing the first paragraph of section 124, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 124,
am. for
town.

"124. No one may be nominated for, nor elected to the office of mayor or councillor unless he has possessed during the twelve months immediately preceding the nomination and still possesses on nomination day and on election day, as owner, in his own name, real estate in the municipality of the value as entered on the valuation roll in force at the date of the election of at least one thousand five hundred dollars in the case of the mayor and one thousand dollars in the case of

Property
qualifi-
cation.

pour le maire et mille dollars pour les échevins, après paiement ou déduction faite de toute hypothèque et de tout privilège enregistré sur tels biens-fonds."

aldermen, after deduction of every payment or privilege and hypothec registered against such real estate."

S.R.,
c. 233,
a. 135,
remp.
pour la
ville.
Époque
de la con-
fection.

2. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Charlesbourg, en remplaçant l'article 135, par le suivant:

2. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Charlesbourg, by replacing section 135, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for town.

"**135.** Chaque année, avant le premier jour du deuxième mois précédant celui au cours duquel a ou aurait lieu l'élection, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation et de perception des taxes de la municipalité et possédant le cens électoral."

"**135.** Each year, before the first day of the second month preceding that during which the election is to be held, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list."

Time of
prepara-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 143,
remp.
pour la
ville.
Greffier
spécial.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Charlesbourg, en remplaçant l'article 143, par le suivant:

3. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Charlesbourg, by replacing section 143, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced
for town.

"**143.** Si le troisième jour après l'expiration du délai mentionné en l'article 135, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le juge de district qui la préside, ou, si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge de district à qui est assigné le district voisin, doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer cette liste."

"**143.** If on the third day after the expiration of the delay mentioned in section 135, the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given and published the notice required by section 139, the Magistrate's Court or the district judge presiding over it or, if the latter is absent or unable to act, a district judge to whom the neighbouring district is assigned, on summary petition of any person entitled to be entered as elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare such list."

Special
clerk.

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
ville.
Date des
élections.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Charlesbourg, en remplaçant l'article 173, par le suivant:

4. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Charlesbourg, by replacing section 173, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for town.

"**173.** L'élection générale du maire et des échevins a lieu tous les trois ans le premier jour juridique de mai.

"**173.** The general election for mayor and aldermen shall be held every three years, on the first juridical day of May.

Date of
elections.

Le terme d'office du maire et des échevins actuellement en fonction, ou leurs remplaçants en cas de vacance, se terminera à l'élection de mai 1957.

The term of office of the mayor and aldermen now in office, or their successors in case of vacancy, shall end at the election of May, 1957.

Term of
office.

En se conformant à l'article 173*b* le conseil municipal pourra changer la date de l'élection générale du maire et des échevins du premier jour juridique de mai au premier jour juridique de novembre et dans ce cas, la tenue de la première élection générale sera avancée de six

By complying with section 173*b* the municipal council may change the date of the general election of the mayor and aldermen from the first juridical day of May to the first juridical day of November and, in that case, the holding of the first general election shall be earlier

Change.

Change-
ment.

Durée
d'office.

mois, et le terme d'office du maire et des échevins alors en fonctions se terminera quant au maire, à l'assermentation du nouveau maire, et quant aux échevins, à l'ouverture de la première séance, générale ou spéciale, du conseil nouvellement élu.

Restriction.

L'article 173*b* ne s'appliquera pas autrement à la ville de Charlesbourg tant que la date de l'élection n'aura pas été changée au premier jour juridique de novembre de la façon prévue ci-dessus."

by six months, and the term of office of the mayor and aldermen then in office shall end, as to the mayor, at the swearing in of the new mayor, and, as to the aldermen, at the opening of the first meeting, general or special, of the council newly elected.

Section 173*b* shall not otherwise apply to the town of Charlesbourg, as long as the date of the election shall not have been changed to the first juridical day of November, in the manner hereinabove provided for."

Restriction.

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

Tarif de compensation pour égouts.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Charlesbourg, en ajoutant après le paragraphe 23° de l'article 427, le suivant:

"23°*a* En sus de la taxe prévue au paragraphe précédent, le conseil est depuis le premier août 1954, autorisé à prélever un tarif de compensation pour le service d'égout sur tous les biens-fonds ou immeubles imposables ayant front sur une rue où existe une conduite d'égout, ledit tarif à être déterminé suivant l'étendue de front desdits terrains ou autrement, et en la manière déterminée par le règlement d'imposition."

5. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Charlesbourg, by adding after paragraph 23 of section 427, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"23*a*. In addition to the tax contemplated in the foregoing paragraph, the council is, since the first of August, 1954, authorized to levy a compensation tariff for the sewer service from all the real estate or immoveable property assessable fronting on a street where there is a sewer conduit, the said tariff to be determined according to the extent of frontage of the said lands or otherwise, and in the manner fixed by the assessment by-law."

Compensation tariff for sewers.

S.R.,
c. 233,
a. 441*a*,
aj. pour
la ville.

Travaux permanents autorisés.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Charlesbourg, en ajoutant après l'article 441, le suivant:

"441*a*. La ville est autorisée par règlement à faire sur sa propriété tous les travaux permanents tels que la mise en forme, le pavage et la pose de chaînes des rues, les trottoirs, et emprunter au besoin les sommes nécessaires à ces fins.

Cotisation spéciale.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale prélevée par voie de taxation directe sur les biens-fonds des propriétaires intéressés ou en raison de l'étendue de front desdits biens-fonds, ou suivant ces deux modes de prélèvement, dans la proportion déterminée par le règlement. Et à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout argent nécessaire pour payer ces travaux.

6. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Charlesbourg, by adding after section 441, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 441*a*,
added
for town.

"441*a*. The town is authorized, by by-law, to execute on its property all permanent works, such as grading, paving and the laying of curbs, sidewalks, and to borrow, at need, the sums requisite for such purposes.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof and the disbursements incurred in such case for the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans shall be paid by means of a special assessment levied by direct taxation on the real estate of the proprietors interested or in proportion to the frontage of their properties or by both such means, in the proportion determined by the by-law. And, for that purpose, the town is authorized to borrow any money requisite to pay the cost of such works.

Permanent works authorized.

Special assessment.

Règle-
ments.

Les termes de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt. Les règlements du conseil pour les fins ci-dessus ne requièrent pas l'approbation des contribuables si une requête, signée par les deux tiers des propriétaires des immeubles affectés, a été présentée au conseil en demandant l'adoption. Si une telle requête n'est pas soumise au conseil, lesdits règlements doivent recevoir l'approbation des contribuables intéressés suivant les exigences des articles 581 et suivants de la Loi des cités et villes. Dans tous les cas, lesdits règlements doivent recevoir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Applica-
tion de
la coti-
sation.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les bons ou obligations émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations ou de ces bons, à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.

Emprunt
aux ban-
ques.

La ville est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque, avec le produit de la vente desdites obligations ou bons.

Délai.

Ces emprunts doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux, à moins qu'un délai additionnel ne soit accordé par le ministre des affaires municipales."

S.R.,
c. 233,
s. 469,
am. pour
la ville.Restau-
rants am-
bulants.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Charlesbourg, en ajoutant à l'article 469, après le paragraphe 23°, le paragraphe 24°.

"24° Pour prohiber les restaurants ambulants, roulottes servant de restaurants, en interdire l'exploitation dans les limites de la ville et annuler leur permis. Néanmoins, en cas d'annulation d'un permis, la ville devra rembourser une partie du coût du permis payé correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis."

The term of such loans shall not exceed that of a special assessment levied for the works which are the object thereof. The by-laws of the council for the above purposes shall not require the approval of the ratepayers if a petition, signed by two-thirds of the proprietors of the immoveables concerned, has been presented to the council praying for the passing thereof. If such petition is not presented to the council, the said by-laws must be approved by the ratepayers interested, according to the requirements of sections 581 and following of the Cities and Towns Act. In all cases, the said by-laws must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

By-laws.

The special assessment levied on the interested proprietors for the permanent works made under this section shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to the payment of the interest on the bonds or debentures issued for the payment of such works and to redeem such bonds at maturity, and such interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge upon the general fund of the town.

Applica-
tion of
assess-
ment.

The town is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said bonds or debentures.

Borrow-
ing from
banks.

Such loans must be contracted during the year following the completion of the works, unless an additional delay is granted by the Minister of Municipal Affairs."

Delay.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Charlesbourg, by adding to section 469, after paragraph 23, paragraph 24.

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
town.

"24. To prohibit the itinerant restaurants and trailers used as restaurants, prohibit their use within the limits of the town and cancel their licenses. But, in case of such cancellation, the town shall reimburse a part of the cost of the license paid corresponding to the period remaining to run under the same."

Itinerant
restau-
rants.

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
la ville.

Nui-
sances.

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Charlesbourg, en ajoutant après le paragraphe 1° de l'article 472, les suivants:

"1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, détritiques, papiers ou bouteilles vides, et, sauf dans les zones dites industrielles dans les règlements de construction, des matériaux de construction ou de démolition, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher;

Idem.

"1°b Pour décréter que le fait de laisser une roulotte ou autre véhicule en stationnement permanent sur un terrain aux fins de l'utiliser comme habitation, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent subsister une telle nuisance et pour prescrire les mesures propres à les empêcher."

S.R.,
c. 233,
a. 473,
am. pour
la ville.

Encoura-
gement
des arts,
etc.

9. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Charlesbourg, en ajoutant après le paragraphe 1° de l'article 473, le suivant:

"1°a Le conseil est autorisé à voter par résolution et à payer à même les fonds généraux, toute somme qu'il jugera utile pour l'encouragement des arts, des sciences, des œuvres de charité et de civisme, l'établissement de centres de loisirs, l'organisation de jeux et de sports et pour favoriser l'expansion de l'industrie et du commerce, par l'intermédiaire du Bureau de l'industrie et du commerce de Québec Métropolitain ou tout autre organisme du même genre, pourvu que le montant global destiné à ces fins ne s'élève pas à plus de six mille dollars (\$6,000.00) par an."

S.R.,
c. 233,
ss. 485a-
485b, aj.
pour la
ville.
Rôle sur
fiches.

10. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 485, les articles suivants:

"**485a.** Le conseil de la ville pourra ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du

8. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Charlesbourg, by adding after paragraph 1 of section 472, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
town.

Nui-
sances.

"1a. To decree that for the owner of a vacant lot, or of one partially built upon, to allow branches, bushes and long weeds to grow there, or to leave thereon scrap iron, refuse, paper or empty bottles and, except in the zones described as industrial in the building by-laws, new or second-hand, building materials, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same;

"1b. To decree that leaving a trailer or other vehicle permanently parked on a land for dwelling purposes constitutes a nuisance and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist and to prescribe appropriate measures to prevent the same."

Idem.

9. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Charlesbourg, by adding after paragraph 1 of section 473, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 473,
am. for
town.

"1a. The council is authorized to vote by resolution and to pay, out of the general fund, any sums it may deem useful to encourage arts, sciences, charitable works and works of civic improvement, to establish recreation centres, to organize games and sports and to promote the expansion of industry and commerce through the instrumentality of the Trade and Industrial Bureau of Greater Quebec or any other body of the same kind, provided that the total amount devoted to such purposes does not exceed six thousand dollars (\$6,000.00) yearly."

Encoura-
ging arts,
etc.

10. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 485, the following sections:

R.S.,
c. 233,
ss. 485a-
485b,
added
for town.

"**485a.** The city council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves, provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the secretary-

Roll on
index-
cards.

secrétaire-trésorier ou du greffier. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les initiales du secrétaire-trésorier.

treasurer or of the clerk. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made, may form part of the new roll, provided mention thereof is made on each of them under the initials of secretary-treasurer.

Experts
aux esti-
mateurs.

"485b. Le conseil peut, par résolution, adjoindre des experts aux estimateurs en vue de conseiller et d'aider ces derniers à établir, par les meilleures méthodes possibles, la valeur réelle des biens imposables de la ville ou de certaines catégories d'iceux."

"485b. The council may, by resolution, provide the assessors with experts with a view of counselling and helping the former to establish, by the best possible methods, the real value of the taxable property of the town or of certain categories of such property."

Experts
to asses-
sors.

S.R.,
c. 233,
a. 492,
remp.
pour la
ville.
Rensei-
gnements
à fournir.

11. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Charlesbourg, en remplaçant l'article 492, par le suivant:

11. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Charlesbourg, by replacing section 492, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 492,
replaced
for town.

"492. Toute personne imposable à raison de son emploi, profession ou genre d'affaires, et tout propriétaire, locataire ou occupant d'un bien ou objet imposable, sont tenus de répondre correctement aux questions qui leur sont faites à ce sujet par les estimateurs et de donner tous les renseignements possibles et nécessaires. Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un bien ou objet imposable doit permettre aux estimateurs de visiter et d'examiner toute propriété immobilière ou mobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur des maisons, bâtiments ou édifices quelconques pour les fins de l'évaluation d'iceux.

"492. Every person who is subject to taxation on account of his employment, profession or business, and every proprietor, tenant or occupant of any assessable property or object, shall be obliged to answer correctly all questions put by the assessors upon this subject and to give all necessary and possible information. Every proprietor, tenant or occupant of any assessable property or object must allow the assessors to visit and examine any immoveable or moveable property, as well as the interior or exterior of any house, building or structure for the purpose of assessing the same.

Furnish-
ing infor-
mation.

Refus, de
répondre,
etc.

Si ces personnes refusent de répondre aux questions qui leur sont posées ou si elles donnent sciemment des réponses inexactes ou si elles refusent d'autoriser la visite ou l'examen de toute propriété mobilière ou immobilière, elles sont passibles d'une amende n'excédant pas vingt dollars, et de pas moins de huit dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas un mois."

If any such person refuse to answer the questions put to him, or if he knowingly give incorrect answers, or if he refuses to authorize the visiting or inspection of any moveable or immoveable property, he shall be liable to a fine of not more than twenty dollars nor less than eight dollars, or to imprisonment for not more than one month."

Refusal to
answer,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 593,
remp.
pour la
ville.
Approba-
tion des
règle-
ments.

12. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Charlesbourg, en remplaçant l'article 593, par le suivant:

12. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Charlesbourg, by replacing section 593, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 593,
replaced
for town.

"593. Tout règlement qui décrète un emprunt, doit, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, conformément au

"593. Every by-law ordering a loan, in order to come into force and effect, must be approved by the municipal electors who are owners of taxable immoveables under this section, and sub-

Approval
of by-law.

présent article et subséquemment autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Assemblée
publique.

Une assemblée publique des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables doit être tenue, après l'adoption d'un tel règlement, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil à cette fin.

Tenue.

Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le quinzième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le greffier.

Prési-
dence.

Elle est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un échevin.

Procé-
dure.

Le greffier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le présent article et le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, quinze de ces électeurs présents dans le cas où le règlement doit être approuvé par tous les contribuables, ou six de ces électeurs présents dans le cas où le règlement doit être soumis aux électeurs d'une partie seulement de la municipalité, demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote sur ce règlement, à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé à l'unanimité par les électeurs."

Restric-
tion.

13. L'article 548 de la charte de la cité de Québec ne s'applique pas à la ville de Charlesbourg.

Emprunt
autorisé.

14. Nonobstant toute loi à ce contraire et sujet seulement à l'approbation préalable du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, la ville de Charlesbourg est autorisée à emprunter annuellement, pour une période de trois ans à compter du premier janvier 1957, par émission d'obligations ou autrement, une somme n'excédant pas cent mille dollars (\$100,000.00) pour la construction ou la réfection permanente des chaussées publiques com-

sequently authorized by the Lieutenant-Governor in Council.

Public
meeting.

A public meeting of the municipal electors who are owners of taxable immovables shall be held after the passing of such by-law, at the place, on the day and at the time fixed by the council for such purpose.

Holding.

Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening, on or before the fifteenth day after the date of the passing of the by-law, after the clerk has given a notice of convocation of at least five clear days.

Presiding.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the acting mayor or, in their absence, by an alderman.

Proce-
dure.

The clerk acting as secretary of the meeting, shall read the present section and the by-law and submit the latter to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, within one hour of the opening of the meeting, fifteen of such electors who are present, in the case where the by-law must be approved by all the ratepayers, or six of such electors who are present, if the by-law must be submitted to the electors of a part only of the municipality, demand that such by-law be submitted for the approval of the municipal electors who are owners of taxable immovables, the chairman of the meeting shall fix, for voting on such by-law, a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved unanimously by the electors."

Restric-
tion.

13. Section 548 of the charter of the city of Québec does not apply to the town of Charlesbourg.

Loan au-
thorized.

14. Notwithstanding any law to the contrary and subject only to the prior approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, the town of Charlesbourg is authorized to borrow annually, for a period of three years from and after the first of January, 1957, by the issue of debentures or otherwise, a sum not exceeding one hundred thousand dollars (\$100,000.00) for the construction or permanent repair of public roadways

prenant rues, chaînes de rues et trottoirs, pour l'amélioration des systèmes d'aqueduc et d'égout, pour l'aménagement de parcs ou terrains de jeux, pour l'achat de terrains, bâtisses ou équipement requis pour fins municipales ou la construction de bâtisses requises pour les mêmes fins.

including streets, curbs and sidewalks, for the improvement of the waterworks and sewage systems for the arranging of parks or playgrounds for the purchase of land, buildings or equipment requisite for municipal purposes or the construction of buildings required for the same ends.

Entrée en
vigueur.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15. This act shall come into force on the day of its sanction. <sup>Coming
into force.</sup>